

Communiqué de presse du 31/08/2015 Fermer des services d'urgences n'est pas la solution

Soumis par Assistante
31 août 2015

La solution pour les urgences serait selon certaines interprétations du rapport Grall de fermer les services d'urgences dit à faible activité, soit plus de 10 % des services existants.

Alors que ces 20 dernières années, de nombreux services ont été fermés, l'AMUF considère que descendre en dessous du seuil actuel de services existant mettrait la population en danger.

Certains évoquent la pénurie de médecins pour justifier cette proposition. Il faut savoir que cette pénurie a été sciemment créée depuis près de 30 ans pour justifier justement les restructurations et les fermetures de service. Par ailleurs cette pénurie s'est aggravée ces dernières années par la fuite et l'abandon du métier par un nombre croissant de collègues, jeunes et moins jeunes, face à la pénibilité et à la dégradation des conditions d'exercice. Cela a d'ailleurs été la raison de notre mouvement de grève à la fin de l'année 2014.

La solution n'est sûrement pas de demander aux médecins généralistes qui connaissent également une situation démographique dégradée de se transformer en « médecins correspondant de SAMU ».

Notre première exigence est d'appliquer sans délai le protocole d'accord sur le temps de travail avant d'éviter le départ de nouveaux médecins et de pouvoir rendre le métier plus attractif pour les jeunes.

Deuxièmement, il faut former plus de médecins urgentistes et adapter les quotas par région aux besoins prévisionnels. La bonne option n'est pas de créer une nouvelle spécialité, comme cela semble se dessiner sous la pression des hospitalo-universitaires, mais de maintenir le système actuel est ciblant les postes prioritaires avec des embauches directement sur le statut de praticien hospitalier avec une accélération de carrière. En effet comment accepter que certains de nos jeunes collègues se voient proposer comme premier emploi, des CDD de 3 mois ! Si l'objectif était de les faire fuir, on ne s'y prendrait pas mieux.

Enfin, nous demandons maintenant depuis 10 ans de créer des pôles territoriaux d'urgence avec des équipes de médecins exerçant sur plusieurs sites, à l'instar de ce qui est déjà fait dans le Vaucluse depuis plusieurs années, afin de maintenir les sites de proximité en lien avec le site de référence.

En conséquence, l'AMUF demande le maintien de tous les services d'urgences existant actuellement en France.